

F. 98 — 386 (97 — 2948)

[98/29032]

27 OCTOBRE 1997. — Décret contenant le Budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998. — Erratum

A la version française du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* n° 238 du 16 décembre 1997, à la page 33456, il y a lieu de lire :

Article 46.08 — Intervention de la Région wallonne et de la COCOF relativement à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial — "50,0", en lieu et place de : "—".

—————
VERTALING

N. 98 — 386 (97 — 2948)

[98/29032]

27 OKTOBER 1997. — Decreet houdende de Middelengroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998. — Erratum

In de Nederlandse tekst van het bovenvermelde decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* nr. 238 van 16 december 1997, op bladzijde 33461, dient te worden gelezen :

Artikel 46.08 — Tegemoetkoming van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot de opvang van leerlingen in het buitengewoon onderwijs — "50,0", in plaats van : "—".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 387

[C — 98/27057]

27 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant des subventions aux centres publics d'aide sociale dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, notamment le programme 03 de la division organique 17, A.B. 43.06;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre sans délai la déclaration de politique régionale complémentaire;

Considérant la nécessité de prendre rapidement des mesures visant à accroître la mise au travail des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence tant pour garantir leurs chances d'intégration que pour leur assurer une pleine citoyenneté;

Considérant la nécessité de pourvoir rapidement à l'exécution du décret susvisé et d'arrêter sans délai les conditions de subventionnement des centres publics d'aide sociale à partir du 1^{er} février 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires inscrits à l'A.B. 43.06 du programme 03 du budget général des dépenses 1998 de la Région wallonne, une subvention est octroyée :

1° au centre public d'aide sociale qui, agissant comme employeur, en vertu de l'article 60, § 7, alinéa 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, engage sous contrat de travail au sein de ses services une personne bénéficiaire du droit au minimum de moyens d'existence;

2° au centre public d'aide sociale, qui, agissant comme employeur, en vertu de l'article 60, § 7, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 juillet 1976 précitée, engage sous contrat de travail une personne bénéficiaire du droit à un minimum de moyens d'existence et la met à disposition soit de communes, d'associations sans but lucratif ou d'intercommunales à but social, culturel ou écologique, de sociétés à finalité sociale, telles que visées à l'article 164bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, d'un autre centre public d'aide sociale, d'une association au sens du chapitre XII de la présente loi ou d'un hôpital public, affilié de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ou à l'Office national de sécurité sociale;

3° au centre public d'aide sociale qui conclut pour un bénéficiaire du droit à un minimum de moyens d'existence une convention en vue de sa mise au travail dans une entreprise privée, en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Dans les cas visés au 1° et 2°, la subvention n'est accordée que pour une durée maximale de 15 mois.

Dans le cas visé au 3°, la subvention n'est accordée que pour une durée maximale d'un an.

N'est pas admissible au bénéfice de la subvention, la mise au travail de personnes qui bénéficient à la fois d'une allocation de chômage d'attente et, à titre complémentaire, du minimum de moyens d'existence.

Art. 3. Le montant de la subvention s'élève à :

— 12 000 francs par mois s'il s'agit d'une personne bénéficiant du minimex au taux « conjoints » ou au taux prévu pour une personne cohabitant, uniquement soit avec un enfant mineur non marié qui est à sa charge, soit avec plusieurs enfants, parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié qui est à sa charge;

— 8 000 francs par mois s'il s'agit d'une personne bénéficiant du minimex au taux isolé;

— 6 000 francs par mois s'il s'agit d'une personne bénéficiant du minimex au taux cohabitant.

En cas d'engagement à temps partiel, le montant du subside est réduit au prorata des prestations.

Lorsque l'engagement comprend un mois incomplet, la subvention y afférente est calculée en multipliant le nombre de jours par 1/30 de la subvention mensuelle.

Art. 4. La mise au travail de personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence, engagées sur base de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 précitée par un centre public d'aide sociale antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, fait l'objet d'une subvention, en vertu du présent arrêté, pour le nombre de mois d'engagement restant à courir.

Pour le calcul de cette subvention, les montants visés à l'article 2 s'élèvent respectivement, selon les catégories visées à l'article 3, à 6 000 francs/mois, 4 000 francs/mois et 3 000 francs/mois.

Art. 5. La demande de subvention est adressée par les centres publics d'aide sociale suivant un formulaire type établi par le Ministre de l'Action sociale.

Art. 6. Un montant équivalent à 75 % de la subvention due est liquidée sur présentation du formulaire de demande type et d'une copie du contrat de travail.

Le solde est liquidé sur présentation du formulaire type de fin d'engagement ou du formulaire type attestant que l'engagement a atteint la durée maximale subventionnable. Ces formulaires sont établis par le Ministre de l'Action sociale.

Art. 7. Si le contrat d'engagement prend fin prématurément, le montant indu de la subvention est déduit des montants des subventions dues au centre public d'aide sociale en vertu du présent arrêté. A défaut, il est restitué à la Région wallonne par le centre public d'aide sociale.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1998.

Namur, le 27 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 387

[C - 98/27057]

**27 JANUARI 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn
in het kader van de inschakeling van bestaansminimumtrekkers in het arbeidsproces**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998, afdeling 17, programma 03, basisallocaties 43.06;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanvullende gewestelijke beleidsverklaring zo spoedig mogelijk uitgevoerd moet worden;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk maatregelen genomen moeten worden om de tewerkstelling van bestaansminimumtrekkers te bevorderen en zodoende hun inschakelingskansen te vrijwaren opdat ze zich volwaardig burger zouden voelen;

Overwegende dat bovenvermeld decreet zo spoedig mogelijk uitgevoerd moet worden en dat de voorwaarden voor de subsidiëring van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vanaf 1 februari 1998 onmiddellijk bepaald moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten ingeschreven in de B.A. 43.06, programma 03, van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998 wordt een toelage verleend :

1° aan het O.C.M.W. dat krachtens artikel 60, § 7, eerste lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn als werkgever voor zijn eigen diensten een bestaansminimumtrekker bij arbeidsovereenkomst in dienst neemt;

2° aan het O.C.M.W. dat krachtens artikel 60, § 7, eerste en tweede lid, van bovenvermelde organieke wet van 8 juli 1976 als werkgever een bestaansminimumtrekker bij arbeidsovereenkomst in dienst neemt en ter beschikking stelt van gemeenten, verenigingen zonder winstoogmerk of intercommunales met een sociaal, cultureel of ecologisch oogmerk, vennootschappen met een sociaal oogmerk, zoals bedoeld in artikel 164bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, een ander O.C.M.W., een vereniging in de zin van hoofdstuk XII van deze wet of een openbaar ziekenhuis dat van rechtswege aangesloten is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale of plaatselijke besturen, of bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

3° aan het O.C.M.W. dat voor een bestaansminimumtrekker een overeenkomst sluit met het oog op zijn tewerkstelling in een privé-onderneming, op grond van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

In de onder 1° en 2° bedoelde gevallen wordt de toelage slechts verleend voor een maximale duur van 15 maanden.

In het onder 3° bedoelde geval wordt de toelage slechts verleend voor een maximale duur van één jaar.

De tewerkstelling van personen die tegelijkertijd een wachtuitkering en aanvullenderwijs het bestaansminimum genieten, komen niet aanmerking voor de toelage.

Art. 3. De toelage bedraagt :

— 12 000 BEF per maand voor een persoon die het bestaansminimum geniet tegen de rentevoet "echtgenoten" of tegen de rentevoet voor een samenwonende, uitsluitend hetzij met een ongehuwd minderjarig kind ten laste, hetzij met meer kinderen en ten minste één ongehuwd minderjarig kind ten laste;

— 8 000 BEF per maand voor een persoon die het bestaansminimum geniet tegen de rentevoet "alleenstaande";

— 6 000 BEF per maand voor een persoon die het bestaansminimum geniet tegen de rentevoet "samenwonende".

In geval van deeltijdse indienstneming wordt het bedrag van de toelage verminderd naar verhouding van de dienstverrichtingen.

Wanneer de arbeidsperiode een onvolledige maand bevat, wordt de desbetreffende toelage berekend door het aantal dagen te vermenigvuldigen met 1/30 van de maandelijks toelage.

Art. 4. De tewerkstelling van bestaansminimumtrekkers, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door een O.C.M.W. in dienst genomen werden op grond van artikel 60, § 7, van bovenvermelde wet van 8 juli 1976, komt krachtens dit besluit in aanmerking voor een toelage voor de nog te lopen maanden indienstneming.

Voor de berekening van deze toelage bedragen de in artikel 2 bedoelde sommen, op grond van de in artikel 3 bedoelde categorieën, respectievelijk 6 000 BEF/maand, 4 000 BEF/maand en 3 000 BEF/maand.

Art. 5. De aanvragen om toelage worden door de O.C.M.W.'s ingediend aan de hand van het standaardformulier dat door de Minister van Sociale Actie wordt bepaald.

Art. 6. Na overlegging van het standaardformulier en een afschrift van de arbeidsovereenkomst, wordt een bedrag uitbetaald dat gelijk is aan 75 % van de verschuldigde toelage.

Het saldo wordt vereffend na overlegging van het standaardformulier m.b.t. het einde van de indienstneming of van het standaardformulier waarbij wordt bevestigd dat de indienstneming de maximale subsidieerbare duur heeft bereikt. Deze formulieren worden door de Minister van Sociale Actie bepaald.

Art. 7. Indien de indienstnemingsovereenkomst voortijdig eindigt, wordt het niet-verschuldigde bedrag van de toelage afgetrokken van de bedragen van de toelagen die krachtens dit besluit aan het O.C.M.W. verschuldigd zijn. Bij gebreke hiervan wordt het door het O.C.M.W. aan het Waalse Gewest terugbetaald.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1998.

Namen, 27 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX